

« DÉFENDRE SON BIFTECK »

Jocelyn Raude

et Claude Fischler

Le rapport à la viande entre mutation et permanence

Parmi les aliments les plus largement consommés, la viande occupe – sur le plan nutritionnel comme sur le plan symbolique – une place sans équivalent dans la plupart des sociétés humaines. De nombreux travaux en anthropologie de l'alimentation tendent en effet à démontrer que la viande constitue l'un des aliments les plus universellement recherchés et valorisés par l'homo sapiens (Fischler, 2001). Au cours de l'histoire, la consommation de produits carnés a effectivement été jusqu'à une période récente le marqueur symbolique de la prospérité relative d'une société et/ou de groupes socioéconomiques spécifiques. Les historiens ont en particulier observé que les comportements alimentaires se diversifiaient au fur et à mesure que le revenu des ménages augmente: la consommation des

produits végétaux de base – en particulier les céréales, les pommes de terre et les légumineuses – tend généralement à diminuer pour laisser une place croissante à la viande et aux produits d'origine animale comme le fromage ou le poisson (Combris, 1992). Cette «transition alimentaire» mise en évidence dans de nombreux pays occidentaux au début du xx^e siècle est également observable – à des degrés divers – depuis quelques décennies dans la plupart des pays émergents d'Asie et d'Amérique. Paradoxalement, cette préférence quasi universelle pour la viande s'accompagne dans le même temps d'une forte propension aux aversions gustative et cognitive. Au sein même des cultures dans lesquelles la consommation de viande est largement appréciée, et sans même évoquer la multiplication récente des crises sanitai-

res, il apparaît que les produits d'origine animale sont presque toujours ceux qui suscitent le plus de méfiance et de répulsions. A la fois objet de désirs et de dégoûts, la viande est sans aucun doute l'aliment le plus porteur d'ambivalences.

D'une manière générale, il apparaît difficile d'appréhender la relation pour le moins contradictoire que l'Homme entretient avec la viande sans évoquer les avantages particuliers que cet aliment présente sur le plan nutritionnel. Rappelons brièvement que le corps humain est constitué en grande partie de protéines dont la structure repose sur une vingtaine d'acides aminés dont près de la moitié d'entre eux, dits « indispensables » ou « essentiels », ne peuvent être synthétisés par l'organisme et doivent être apportés dans le cadre de l'alimentation. Ainsi, si les produits carnés ne sont pas strictement indispensables à la survie humaine, ils constituent cependant une source particulièrement importante de nutriments essentiels et facilement assimilables. En dépit, ou en raison même, de ses avantages nutritionnels, la consommation de viandes fait presque partout l'objet de nombreuses règles restrictives temporaires ou permanentes, particulières ou générales, le plus souvent d'origine religieuse. Dans la plupart des sociétés humaines, les interdits alimentaires portent en effet le plus souvent sur des espèces animales, tandis que – sauf exception – les végétaux sont purs. La prohibition du porc chez les juifs et les musulmans ou de la vache chez les hindouistes est un exemple bien connu. En fait, comme le soulignent certains anthropologues, la liste des interdits ou des espèces abominables est souvent si longue qu'on pourrait se demander si la prohibition des produits carnés n'est pas la règle plutôt que l'exception. La multiplicité des interdits alimentaires aboutit le plus souvent à la consommation d'un nombre très limité d'espèces animales dans des conditions plus ou moins restrictives dans l'espace et dans le temps.

Comment expliquer cette méfiance et cette ambivalence universelle vis-à-vis de la consommation des produits carnés ? De nombreux travaux anthropologiques tendent à montrer que la mise à mort d'animaux de chasse ou d'élevage pour s'en nourrir – notamment les mammifères qui sont capables de ressentir et d'exprimer la douleur – pose des problèmes philosophiques ou métaphysiques que toutes les sociétés tentent de résoudre. Ainsi, comme le souligne Modher Kilani (2002, p. 115),

« En tout temps et en tout lieu, l'homme a eu des scrupules à consommer une nourriture obtenue par la mise à mort d'êtres animés. Dans toutes les cultures, le régime carné pose la question de la légitimité de cet acte intentionnel et brutal. On ne mange pas en effet des animaux morts mais des animaux tués de la main de l'homme. »

Dans les sociétés contemporaines, les anthropologues ont montré par ailleurs que deux modèles de régulation sociale de l'anxiété alimentaire générée par la consommation carnée pouvaient être identifiés. Le premier – plus traditionnel – repose sur une conception anthropocentriste de l'univers qui place l'homme au centre du cosmos et qui introduit une césure radicale et permanente entre l'homme et l'animal. Le second – plus moderne – reconnaît au contraire une continuité ontologique entre l'homme et l'animal. Dans cette perspective, la gestion de l'anxiété alimentaire consiste pour l'essentiel à dissimuler et à refouler l'origine animale des produits carnés dans les activités de découpe, de transformation et de préparation culinaires. Ainsi, pour Jean-Pierre Poulain (2003), la délocalisation progressive des abattoirs qui se situaient traditionnellement dans les centres villes vers la périphérie participe probablement de ce processus de refoulement et de dissimulation de l'animalité des produits carnés que nous consommons régulièrement.

Dans les sociétés post-industrielles, le statut culturel des viandes dont la consommation est généralement



admise semble conserver une certaine ambivalence. Ainsi, à partir des années 70, la consommation de produits carnés va faire l'objet de changements quantitatifs et qualitatifs importants dans la plupart des pays occidentaux. Ainsi, après une longue phase d'expansion qui commence en Europe occidentale avec l'avènement de la révolution industrielle au XIX^e siècle, la consommation de viandes – et en particulier de viandes rouges – connaît un ralentissement spectaculaire. La plupart des analyses anglo-saxonnes consacrées à ce phénomène mettent plus particulièrement en avant la multiplication des recommandations nutritionnelles, et à travers elles, la promotion de la réduction des matières grasses animales dans notre alimentation. Les formes contemporaines de restriction des consommations carnées s'inscrivent plus largement au sein des pays anglophones ou nordiques dans des logiques de santé publique et plus spécifiquement dans la lutte contre le cholestérol dont on pense qu'il est étroitement associé aux maladies cardio-vasculaires. Paradoxalement, la plupart des études épidémiologiques réalisées à partir des années 80 ne permettent pas d'établir une relation claire entre ces pathologies et l'apport en lipides ou même en acides gras saturés. Ainsi, même si elle apparaît plus nuancée qu'au début des années 80, la méfiance à l'égard de la viande – et en particulier de la viande rouge – reste toutefois relativement présente dans la vulgate nutritionnelle actuelle. La fameuse et controversée «pyramide crétoise» qui préconise une consommation pour le moins marginale des viandes de boucherie constitue probablement l'archétype d'une stigmatisation diffuse de ces produits.

Au cours de la même période, les anthropologues vont également mettre en évidence une tendance manifeste au développement de la «sarcophage» dans nos sociétés. Pour comprendre ce concept qui est issu des travaux Noélie Vialles (1987), il convient de préciser que les principaux modèles socioculturels de gestion de l'anxiété alimentaire correspondent à

deux attitudes idéal-typiques vis-à-vis de la consommation de produits carnés que l'on peut identifier chez les mangeurs contemporains. La première – qui est qualifiée de logique «zoophagique» – est celle des consommateurs qui tendent à accepter et à reconnaître la nature animale des produits dont ils se nourrissent. Aussi, les «zoophages» n'ont pas de scrupule particulier à cuisiner et à consommer des morceaux identifiables d'animaux comme les tripes ou les abats. La seconde – qui est qualifiée de logique «sarcophagique» – est au contraire celle des consommateurs qui supportent mal de consommer des aliments carnés dans lesquels un certain nombre d'éléments viennent rappeler les formes animales et l'origine vivante des produits. Les «sarcophages» chercheront généralement à consommer de la matière animale transformée et la plus éloignée possible de la bête dont elle provient. Plusieurs auteurs ont souligné que les pratiques alimentaires de nos concitoyens étaient de plus en plus sarcophagiques. Cette tendance n'est toutefois pas aussi récente qu'on pourrait le croire. Dans son histoire comparée de la cuisine, le britannique Stephen Mennen (1987) relève en particulier que la nécessité de masquer les aliments qui se rapportent trop directement aux animaux vivants apparaît et se développe dès la fin du XIX^e siècle dans la haute gastronomie française.

Dans un contexte caractérisé par la multiplication des phénomènes de crises sanitaires, ces dynamiques sociologiques contemporaines qui résultent sans doute – au moins en partie – de l'ambivalence fondamentale de la consommation de viande nous ont amené à poser un certain nombre de questions sur la place actuelle de la viande – en particulier de la viande rouge – dans le modèle alimentaire français: dans quelle mesure le rapport de nos contemporains à la viande a-t-il changé depuis le début des années 90? Quelles sont les conséquences des crises sanitaires sur notre rapport à la viande (et inversement)? Pour apporter

des éléments de réponse à ces deux questions, nous avons mobilisé des bases de données quantitatives et qualitatives liées à plusieurs enquêtes sur les attitudes et comportements alimentaires des Français (PREST, SECODIP, SOFRES-CIV, INSEE). L'analyse statistique de ces différentes enquêtes nous permet de dresser un tableau plus nuancé et plus complexe des changements intervenus dans notre rapport à la consommation carnée au cours des dernières années.

LE RAPPORT À LA VIANDE ENTRE PERMANENCE ET MUTATION

L'opération qui consiste à caractériser l'évolution de la place de la viande dans le modèle alimentaire français n'est pas aussi simple qu'on pourrait le penser au premier abord. L'attachement à la viande est en effet une variable cognitive (elle présente une variabilité individuelle) et sociologique (elle présente une variabilité socioculturelle) qui comporte à la fois une dimension symbolique et une dimension empirique. Il convient donc de savoir ce que l'on mesure et comment on le mesure. En pratique, la première de ces dimensions peut être étudiée dans le cadre d'études qualitative ou

quantitatives. Dans le cadre d'une approche qualitative, les entretiens individuels ou collectifs (*focus group*) constituent une source de données pertinentes sur les représentations et les pratiques alimentaires de nos concitoyens, ainsi que sur leurs évolutions dans le temps. D'un point de vue méthodologique, il est toutefois généralement admis que la principale limite de l'enquête qualitative tient au fait que les informations collectées ne sont pas facilement extrapolables à l'ensemble d'une population. Il existe en effet depuis les années 40 une importante littérature sociologique sur les biais d'échantillonnage qui peuvent conduire à des résultats erronés. L'utilisation de méthodes quantitatives (enquêtes par questionnaire) permet parfois de pallier à cette difficulté à condition de consentir – il est vrai – à une simplification souvent importante d'un problème donné. En matière de données quantitatives, la principale difficulté tient toutefois au fait que les enquêtes par questionnaire dont elles sont issues sont transversales, c'est-à-dire qu'elles permettent de prendre la photo d'une situation à un moment donné. Pour mesurer les changements dans les attitudes ou les représentations dans le temps, il faudrait pouvoir procéder à des enquêtes longitudinales, c'est-à-dire des enquêtes reproduites dans le temps avec des questions identiques. Or, de telles enquêtes sont rares dans la mesure où elle nécessite des investissements importants. (Tab.1)

Tab. 1. L'image de la viande bovine en France

(Source : COMARAL-CIV-SOFRES)

Propositions soumises aux personnes interrogées	% de répondants « d'accord »			
	1993	1998	2003	Ecart
La viande de bœuf est un aliment naturel	76	73	78	+2
Rien ne vaut un bon bifteck	67	68	72	+5
On peut vivre sans viande	64	58	58	-6
La viande de bœuf, on en mange plutôt trop	50	46	43	-7
La viande de bœuf est trop riche en graisse	37	37	34	-3
La viande de bœuf est indispensable pour l'équilibre alimentaire	59	63	62	+3
La volaille remplace très bien la viande de bœuf	58	52	50	-8
La viande de bœuf fait partie des aliments qu'on a plaisir à manger	87	89	89	+2
La viande de bœuf, ce n'est pas vraiment bon pour la santé	18	18	20	+2



En France, il existe à notre connaissance une seule enquête longitudinale sur les représentations de la viande. Il s'agit du baromètre sur « l'image de la viande » mis en oeuvre depuis 1993 par l'institut SOFRES à la demande de l'interprofession bovine. Ce baromètre qui repose sur des enquêtes réalisées tous les cinq ans sur un échantillon représentatif de la population française (méthode des quotas après stratification géographique) constitue une source de données précieuses dans la mesure où il permet de caractériser l'évolution des attitudes des mangeurs par rapport aux viandes de boucherie sur une longue période. La méthode retenue est la suivante : les enquêtés se voient proposer une série de propositions sur la viande auxquelles ils doivent répondre par une échelle classique (échelle d'adhésion de Likert). Les principaux résultats de ce baromètre sont présentés dans le tableau ci-contre. D'une manière générale, comme nous pouvons le constater, ces résultats sont assez surprenants. Non seulement la représentation de l'importance de la viande dans l'alimentation de nos concitoyens ne s'est pas dégradée au cours de la dernière décennie, mais elle semble au contraire s'être légèrement améliorée dans un contexte de crise latente. Ainsi, 62 % des personnes interrogées s'accorderaient à dire en 2003 que *la viande de bœuf est indispensable à l'équilibre alimentaire* contre 59 % en 1993 (soit une hausse de 3 points). De même, 58 % des personnes interrogées considéraient en 2003 qu'*on peut vivre sans viande* contre 64 % en 1993 (soit une baisse de 6 points). Paradoxalement, ces données tendent à montrer que l'on assiste depuis quelques années à une légère perte d'influence du végétarisme sur les représentations alimentaires. Il semble en effet que les viandes aient été plutôt confortées – au cours de la dernière décennie – dans leur rôle et leur fonction d'aliment central (*core food*) dans le système culinaire français. Pratiquement, tout se passe comme si les multiples crises sanitaires qui ont affecté la filière

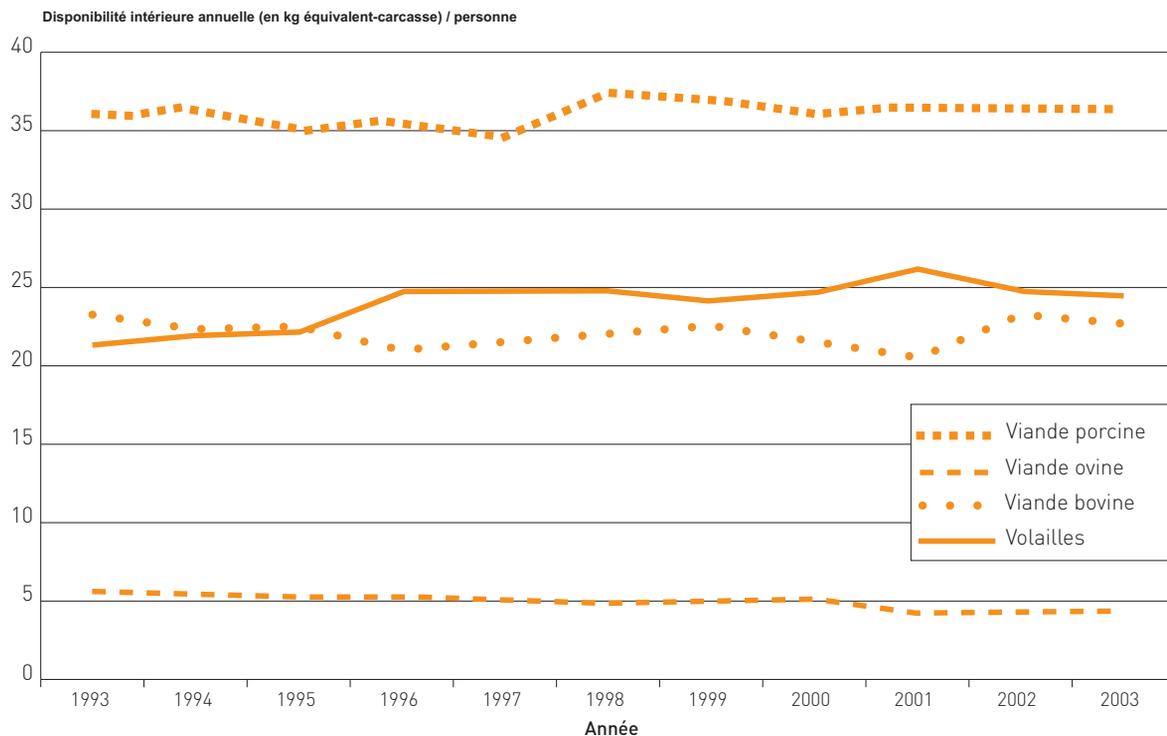
carnée avaient renforcé l'attachement de la population française à la viande, et en particulier à la viande bovine.

La seconde dimension – celle de la consommation effective – n'est pas moins difficile à évaluer. Comme l'ont souligné de nombreux auteurs, la connaissance de ce qui est mangé véritablement par les individus ou les familles constitue un enjeu fondamental pour nos disciplines. En France, les données les plus fréquemment citées proviennent des services d'enquêtes et d'études statistiques (SCEES) du ministère de l'agriculture et du panel de consommateurs de l'institut SECODIP. Le premier type de données repose sur une évaluation de la « consommation intérieure brute » ou « consommation apparente » calculée selon la méthode des bilans (Abattages + Importations de viandes - Exportation de viandes - Solde des stocks). Il s'agit donc d'une estimation de l'offre disponible et non pas de la consommation réelle des individus. En effet, cette méthode prend en compte le poids des carcasses et non celui de la viande consommable, ce qui introduit une surestimation considérable de la consommation nationale, ainsi que des incertitudes statistiques liés notamment à la variabilité du taux de viande des carcasses. En revanche, cette méthode permet de mesurer de manière relativement fiable l'évolution de la consommation apparente dans le temps. Les données statistiques pour la période 1993-2003 des SCEES sont présentées dans le graphique ci-contre. Comme nous pouvons l'observer, le volume de viandes disponibles sur le marché français fait l'objet d'une stabilité remarquable depuis le début des années 90. Ainsi, malgré les baisses sensibles liées aux crises de la « vache folle » en 1996, 2000 et 2001, la consommation apparente de viande bovine étaient estimée en 2003 à environ 22,6 kg par an et par habitant, ce qui correspond à un niveau équivalent à celui de 1993. (Graph.1)



Graphique 1 : Évolution de la consommation apparente en kg équivalent-carcasses

(sources : SCEES-OFIVAL)



Le second type de données repose sur les achats alimentaires destinés à la consommation à domicile d'un panel représentatif de plusieurs milliers de ménages. Comme la méthode des bilans, cette méthodologie présente également un certain nombre de faiblesses dans la mesure où la consommation de produits carnés intervient par différents « canaux » alimentaires : la restauration hors domicile (cantines, restaurants, cafétérias, etc.), les achats de plats cuisinés (conserves, surgelés, barquettes, plats sous vide, etc.) et les achats de produits bruts ou découpés (frais ou surgelés). Or, seuls ces derniers sont comptabilisés dans la base de données SECODIP, ce qui introduit sans aucun doute une sous-estimation de la consommation carnée des ménages. En outre, les données issues des panels de consommateurs ne permettent pas toujours de connaître la distribution interne de la consommation au sein

des ménages. Enfin, la collecte des données par les ménages SECODIP a fait l'objet de changements important au cours de l'année 1995 (introduction des instruments de lecture optique des codes barres), changements qui rendent difficile la comparaison avec les données antérieures. On voit bien à travers cet exemple comment l'utilisation d'une méthode plutôt qu'une autre peut avoir des conséquences importantes sur les résultats. L'extrapolation des données du panel SECODIP à l'ensemble de la population française permet d'estimer la consommation domestique de viande bovine à environ 7,8 kg par an et par habitant en 2003 (contre 10,5 kg en 1993). L'évaluation de la consommation par les panels de ménages conduit à des estimations quantitatives radicalement différentes de celles obtenues par la méthode des bilans. Elle permet également de mettre en évidence une baisse moyenne de la consumma-



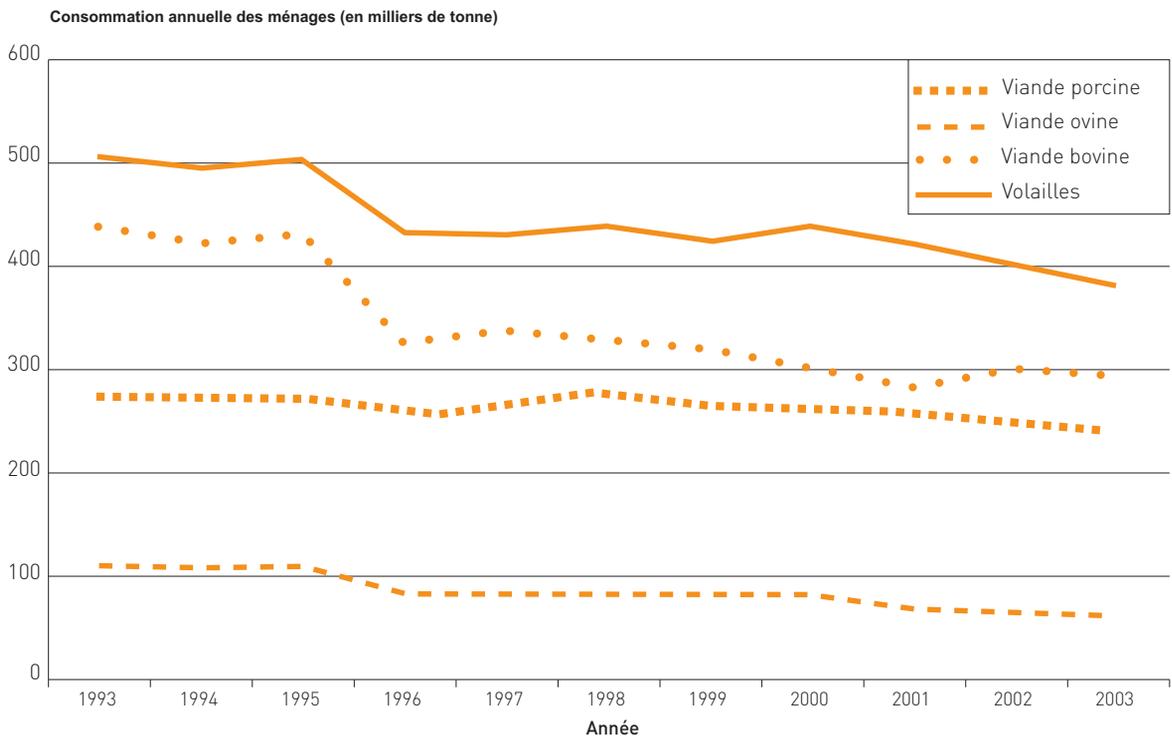
tion de viande de bœuf des ménages de 1 à 2 % chaque année. (Graph.2)

D'une manière générale, la comparaison de ces deux bases de données aboutit à des résultats contradictoires. Comme nous pouvons le constater, la première tend à indiquer une stabilité de la consommation carnée au sein de la population française tandis que la seconde montre plutôt une baisse régulière et continue des achats des ménages. La question que l'on pourrait légitimement se poser est donc de savoir laquelle de ces estimations est la plus fiable : la consommation effective de viande bovine est-elle stable ou diminue-t-elle depuis le début des années 90 ? De notre point de vue, ces deux sources de données sont probablement aussi fiables l'une que l'autre. Il faut seulement souligner qu'elles ne mesurent pas la même

chose. Ainsi, les divergences observées entre les données SCEES et les données SECODIP peuvent résulter du fait qu'une partie de plus en plus importante de la consommation carnée s'effectue par l'intermédiaire de produits transformés (plats préparés, conserves, surgelés, etc.). De nombreux travaux ont montré que ces produits alimentaires connaissent une croissance exponentielle depuis le début des années 90 (Monceau *et al*, 2002). Il semblerait en effet que l'on assiste à une délocalisation progressive des préparations culinaires de la cuisine vers l'usine, de l'espace domestique vers l'industrie. Dans cette perspective, les divergences enregistrées témoigneraient davantage de changements qualitatifs que de changements quantitatifs intervenus dans la consommation carnée. Par ailleurs, il convient de noter que ces résultats ne sont pas incompatibles avec l'hypothèse d'un

Graphique 2 : Évolution de la consommation de viandes des ménages

(sources : SECODIP-OFIVAL)



développement de la sarcophagie dans notre société. Ces changements alimentaires s'inscrivent toutefois plus largement dans un vaste système de ressources et de contraintes qui résultent des changements sociologiques qui ont caractérisés les dernières décennies : urbanisation croissante, généralisation du travail féminin, préoccupation hygiéno-esthétique, aspiration aux loisirs et au temps libre, innovations industrielles, etc. (Sans, 2001). Aussi, même si la sarcophagie constitue sans doute une composante importante dans les tendances observées depuis le début des années 90, il serait sans doute réducteur d'attribuer les changements contemporains survenus dans la consommation carnée au développement de cette seule variable anthropologique.

L'ATTACHEMENT À LA VIANDE À L'ÉPREUVE DES CRISES SANITAIRES

A l'exception de l'évolution de la consommation globale des produits impliqués, on sait aujourd'hui peu de chose sur les impacts des crises sanitaires sur le comportement des consommateurs (Adda, 1999). Curieusement, les déterminants et la variabilité individuelle des consommations individuelles de produits alimentaires potentiellement dangereux constituent un domaine de recherche encore relativement peu exploré. Dans la littérature socio-anthropologique, il a souvent été avancé que les crises sanitaires pouvaient contribuer significativement au développement du végétarisme. Les données empiriques que nous avons collectées sur les crises de l'ESB1 conduisent à des résultats nettement plus nuancés. Au début de l'année 1996, la reconnaissance officielle par les autorités britanniques de la possibilité d'une transmission de la maladie à l'homme est à l'origine d'une crise sanitaire interna-

tionale majeure. Dans les principaux pays européens (Royaume-Uni, France, Italie et Allemagne), les comportements des consommateurs pendant les crises de l'ESB ont pu être étudiés par des sociétés privées sur la base des panels de plusieurs milliers de ménages représentatifs des populations nationales. En France, le suivi hebdomadaire des achats alimentaires des ménages est assuré par la société SECODIP. D'une manière générale, la première crise de l'ESB a eu dans l'Union européenne un impact très variable sur la consommation de viande bovine. Pratiquement, les baisses les plus fortes ont été enregistrées dans les deux pays qui se caractérisent à la fois par la plus faible consommation apparente de viande bovine (moins de 15 kg par an et par habitant) et le plus grand nombre de cas cliniques d'ESB, à savoir le Portugal (-20 %) et le Royaume-Uni (-9 %). Les effets socio-économiques de la crise ont été sensiblement plus modérés dans les pays dont le cheptel bovin était encore relativement épargné par l'épizootie comme l'Italie (-10 %), l'Allemagne (-8 %) et la France (-7 %). Il convient toutefois de préciser qu'avec une consommation apparente supérieure à 23 kg par an et par habitant, la France et l'Italie constituaient les deux plus gros pays consommateurs de viande bovine en Europe.

En France, la première crise de l'ESB a conduit à des changements importants dans le comportement des consommateurs. Bien que le marché des produits carnés ait été fortement perturbé pendant plusieurs semaines, celui-ci n'a pas été durablement déséquilibré. Après une première chute de près 30 % en avril 1996, puis une seconde de 25 % en juin liée à l'affaire des farines animales, la consommation de viande bovine s'est rétablie et a progressivement retrouvé son niveau initial. A la fin de l'année 1996, la consommation hebdomadaire de viande bovine n'était inférieure que d'environ 5 % à celle observée un an plus tôt. En proportion, la consommation apparente des différents produits



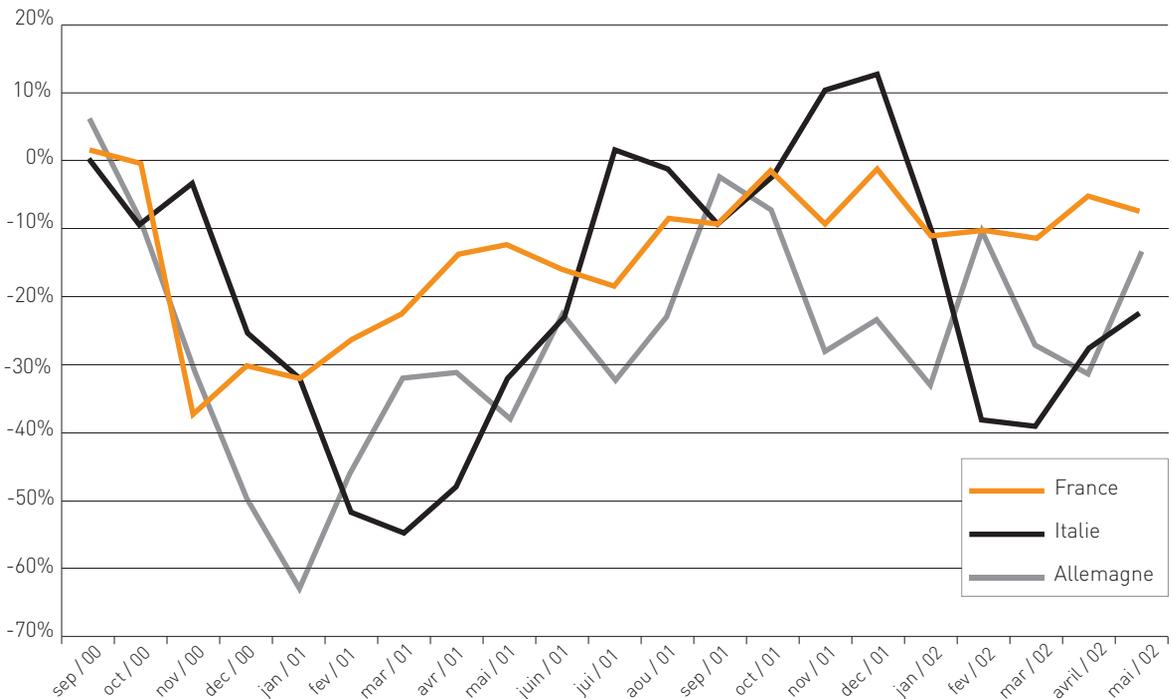
carnés n'a pas sensiblement évolué dans le contexte de cette première crise. Avec 37 % de parts de marché, le porc pouvait être considéré en 1996 comme le produit carné le plus largement consommé, loin devant la viande bovine (29 %) et les volailles (27 %). Par ailleurs, même si elles ont bénéficié un moment de la crise, les consommations de viandes ovines et chevalines sont restées largement marginales dans notre pays avec respectivement 6 % et 1 % de parts de marché. Aussi, la consommation de viande bovine semble avoir confirmé – au-delà des effets conjoncturels liés aux

crises sanitaires – sa baisse tendancielle amorcée dans les années 80. D'un point de vue macro-économique, la première crise de l'ESB a permis de mettre en évidence les problèmes latents de la filière bovine, qui résultent pour l'essentiel d'un excédent structurel de l'offre face à une demande orientée à la baisse (Wolfer, 2001). Ainsi, après une période de reprise en 1997 et 1998, la tendance à la baisse observée depuis le milieu des années 80 s'est poursuivie jusqu'à atteindre son paroxysme à l'occasion de la seconde crise de l'ESB survenue à l'automne 2000. (Graph.3)

Graphique 3 : Évolution de la consommation de bœuf des ménages de 2000 à 2002

(sources : SECODIP-OFIVAL)

Evolution par rapport à 1997-98-99



La seconde crise de l'ESB, qui s'est développée en Europe continentale à partir de novembre 2000, a provoqué des changements dans les comportements alimentaires plus profonds et plus durables que ceux de la première crise, dont les effets sur la consommation se sont largement fait sentir jusqu'à

la fin de l'année 2001. La plupart des panels de consommateurs européens ont pu mettre en évidence une baisse très significative – de l'ordre de 14 % – des achats de viande bovine. Toutefois, comme au printemps 1996, la crise de l'automne 2000 a eu des conséquences très variables selon

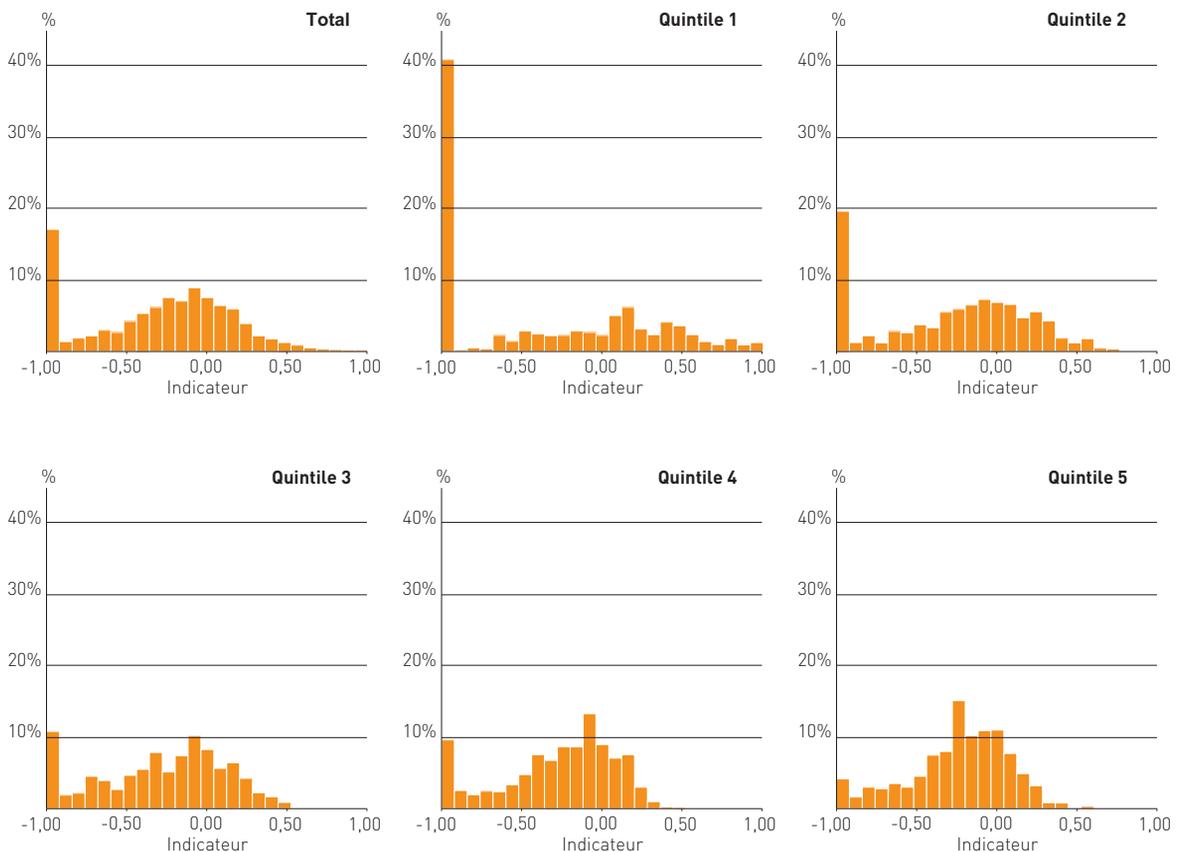


les pays (Ofival, 2002). A nouveau, les baisses les plus importantes ont été enregistrées dans les pays qui se caractérisent par une plus faible consommation apparente de viande bovine. Ainsi, par rapport à leurs niveaux de 1999, les achats des ménages allemands, italiens et français ont diminué respectivement de 29 %, 19 % et 10 % en 2001. En France, la consommation de viande bovine a fait – Après une chute de près de 40 % en novembre 2000 – l’objet d’une remontée lente et progressive au cours de l’année suivante. Pratiquement, les données du panel SECODIP montrent qu’au moment de la crise, la viande bovine ne concentrait plus que 49 % de ménages acheteurs contre 64 % un mois plus tôt (soit une chute d’environ 25 %). Ainsi, la

fréquence mensuelle des achats de viande bovine est passée en moyenne de 2,27 à 2,09 par ménage (soit une baisse de 8 %). En revanche, les quantités moyennes achetées, c’est à dire la taille des portions, sont restées stables depuis 1998 (0,7 kg par achat) et ne semblent pas avoir été affectées par la crise. Au début de l’année 2002, les achats des ménages avaient toutefois quasiment retrouvé leur niveau antérieur à la crise. En structure, la consommation de produits carnés n’a par ailleurs pas connu de changements majeurs en 2001. On observe seulement dans les bases de données une légère diminution en proportion des achats de viandes bovines, ovines et d’abats au profit de la viande porcine. (Graph.4)

Graphique 4 : Variation de la consommation de bœuf des ménages pendant la crise en fonction de la consommation antérieure

[sources : SECODIP-AFSSA]



Du point de vue sociologique, il semblerait que les ménages plus aisés et plus urbains aient davantage diminué leur consommation de viande bovine (Ofival, 2002). C'est un point important dans la mesure où les consommateurs étaient souvent présentés – dans la presse mais aussi dans certains articles scientifiques – comme une population aux comportements mimétiques et uniformes, ce qui nous est apparu très tôt comme un point de vue contestable. Or, nous avons pu constater dans le cas de la crise de la « vache folle » qu'il existait en réalité une grande diversité dans la réponse des consommateurs aux risques alimentaires. La stigmatisation de la viande bovine semble en effet n'avoir affecté qu'une minorité de consommateurs et sur des périodes relativement courtes. Par ailleurs, si les changements observés dans la consommation de viande bovine ont été très variables d'un ménage à l'autre, ces derniers sont – dans une certaine mesure – systématiques et prévisibles. En effet, il apparaît que les gros consommateurs de viandes ont peu modifié leurs habitudes alimentaires pendant la crise, tandis que les petits consommateurs ont massivement cessé ou réduit leurs achats au cours de cette période (voir graphique 4). Ainsi, 40 % des ménages les plus faibles consommateurs de viande bovine (1er quintile) ont arrêté d'en acheter pendant la seconde crise, contre moins de 5 % des ménages les plus faibles consommateurs de viande bovine (5^e quintile). Ce phénomène peut être expliqué par des modèles de rationalité cognitive selon lesquels les mangeurs tendent à éviter la « dissonance » en neutralisant ou en sous-estimant toute information qui remettrait en cause les représentations et les pratiques constitutives d'un système culinaire particulier. Les changements alimentaires présenteraient en quelque sorte un « coût » psychologique supérieur dans les systèmes culinaires dans lesquels ils occupent une place centrale – tant sur le plan symbolique que nutritionnel. Ainsi, s'il apparaît difficile de

démontrer que la peur des risques sanitaires a des conséquences durables sur l'attachement à la viande, la relation inverse est parfaitement vérifiée. Pratiquement, tout se passe comme si l'attachement à la viande – variable psychosociologique relativement stable et préexistante à la crise – modulait la perception et la réaction des mangeurs au risque auquel ils s'exposent par la consommation de ces produits.

CONCLUSION

Au-delà des variations spectaculaires mais ponctuelles enregistrées sur les marchés, il semblerait que l'attachement à la viande ait été peu ou pas affecté par les phénomènes de crise sur le long terme. L'analyse de la baisse tendancielle de la consommation de viande bovine sur une longue période est importante dans la mesure elle tend à démontrer que *les chocs peuvent accélérer les mouvements mais ils n'en sont pas les causes profondes elles-mêmes* (Cavailhès, 1996). L'étude des données disponibles sur les conséquences des crises de la « vache folle » sur la consommation de viande bovine permet de mettre en évidence, d'une part, la résistance et la résilience manifestes des pratiques ou des usages alimentaires des Français et, d'autre part, la permanence et la stabilité remarquables des représentations culinaires. Ainsi, ces résultats ne permettent pas de confirmer les analyses communes selon lesquelles les crises sanitaires seraient la cause de changements durables et importants dans les comportements des consommateurs. D'après les données SECODIP, la consommation de viande bovine des ménages aurait baissé en moyenne de 1 % par an entre 1993 et 1995. Après les crises de 1996 et 2000, la baisse était toujours en moyenne de 1 % par an sur la période 1997-1999 et de 1 % par an sur la période 2001-2003. L'hypothèse d'un changement durable

des «préférences alimentaires» des consommateurs dans le contexte des crises de l'ESB avait été pourtant proposée et défendue par Burton et Young (1997) en Grande-Bretagne et par Hyun et Won (2003) au Japon sur la base des données de consommation disponibles. Les changements alimentaires mis en évidence dans ces deux pays apparaissent toutefois largement plus importants que ceux observés en France. Comme nous l'avons montré, l'impact des crises sanitaires sur le comportement des consommateurs a été plus ou moins limité dans sa durée et dans son ampleur selon les pays et selon les ménages. La question qui se pose est donc de savoir pourquoi certains consommateurs – des nations ou des individus – sont plus sensibles et moins résilients aux phénomènes de crises alimentaires que d'autres ?

De notre point de vue, la variabilité observée dans la réponse à la crise de la «vache folle» peut sans doute faire l'objet d'une tentative d'explication systémique congruente avec les données que nous avons présentées. Elle permet de prolonger les analyses structurales du changement alimentaire proposées par John Bennett et Kurt Lewin dans le contexte de la seconde guerre mondiale. Les travaux de ces auteurs sur les consommations alimentaires de différents groupes ethniques américains ont montré que le changement n'affectait pas de la même manière l'ensemble des produits alimentaires. Les consommations alimentaires semblent présenter une plus ou moins grande inertie selon le degré de centralité ou d'importance qu'elles occupent dans un système culinaire donné. On pourrait donc envisager que le même type de phénomènes soit à l'œuvre dans les situations de risque sanitaire. Dans le cas de la «vache folle», nous avons montré que les changements alimentaires observés au cours des dernières années ont constitué des phénomènes largement transitoires et contingents. Les modèles alimentaires constitue-

raient – dans une certaine mesure – des systèmes homéostatiques qui tendent à revenir à un certain équilibre après avoir subi un choc. On pourrait donc se poser la question de savoir si les données de la crise de la vache folle confortent le théorème de Waddington (1969, p. 368) selon lequel *tout système composé d'un très grand nombre d'éléments en interaction développe inévitablement et de façon spontanée des propriétés de stabilité*. Les systèmes culinaires peuvent en effet être considérés comme des systèmes ouverts qui fonctionnent dans les limites des contraintes culturelles, sociales et économiques propres à leur environnement. Ainsi, le développement de l'activité féminine et l'aspiration croissante au temps libre ne sont pas indifférents à la baisse tendancielle de la consommation de viandes et en particulier de viande à bouillir ou à braiser, dont les temps de préparation sont relativement longs.

Une approche systémique des évolutions alimentaires récentes mérite sans doute – sous réserve de complexification et d'historicisation – d'être proposée. Les recherches historiques sur comportements alimentaires des sociétés humaines indiquent en effet que les systèmes culinaires présentent à la fois des propriétés de continuité et de stabilité remarquables et des propriétés de changement et de transformation – qui peuvent être considérables, notamment sur plusieurs décennies (Combris, 1992, Fischler, 2001, Monceau *et al.*, 2002). Dans la continuité des travaux de Kurt Lewin (1943), nous proposons de retenir le principe selon lequel le changement alimentaire induit par les situations de risque tend à être inversement proportionnel au degré de centralité ou d'importance que le produit en question occupe dans un système culinaire donné. Ce principe permet sans doute d'expliquer pourquoi les crises sanitaires qui affectent les produits périphériques – par exemple l'huile de colza dans les années 60 – ont des effets plus



importants sur la consommation de ces aliments que celles qui affectent les produits centraux comme la viande bovine dans les années 90. Ainsi, une approche systémique du changement alimentaire permet de prolonger utilement les apports de la théorie cognitive lorsqu'elles tentent d'expliquer la variabilité individuelle des comportements dans les situations de crise, lesquelles contribuent à la déstabilisation ou au renforcement d'une structure alimentaire donnée.

BIBLIOGRAPHIE :

Adda, J. (1999) Les consommateurs français et la «vache folle», *INRA Sciences Sociales*, N° 4.

Cavailhes, J. (1996) Présentation. *INRA sciences sociales*, vol. 9(3).

Combris, P. (1992) Changements structurels: le cas des consommations alimentaires en France de 1949 à 1988. *Economie et Prévision*, N° 102-103.

Combris, P. (1996) Viande de bœuf: les préférences des consommateurs ont changé au début des années 80. *INRA sciences sociales*, vol. 9(3).

Burton, M. et Young, T. (1997) Measuring meat consumers' response to the perceived risks of BSE in Great Britain. *Risk, Decision & Policy*, vol. 2(1), p. 9-18.

Fischler, C. (2001) *L'omnivore*, Paris: Odile Jacob.

Hyun, J. J. et Won, W. K. (2003) The effect of the BSE outbreak in Japan on consumers' preferences. *European Review of Agricultural Economics*, vol. 30(2), p. 173-192.

Kilani, M. (2002) Crise de la vache folle et déclin de la raison sacrificielle. *Terrain*, vol. 38, p. 113-126.

Lewin, K. (1943) Forces behind Food Habits and Methods of Change, *Bulletin of the National Research Council*, N° 108, p. 35-65.

Mennen, S. (1987) *Français et Anglais à table*. Flammarion: Paris.

Monceau, C., Blanche-Barbat, E. et Echampe, J. (2002) La consommation alimentaire depuis quarante ans: de plus en plus de produits élaborés. *INSEE Première*, N° 846, p. 1-4.

Ofival (2002) *La consommation des produits carnés en 2001*. Rapport annuel (<http://www.ofival.fr/consommation/consommation.htm>).

Poulain, J. P. (2003) Ces aliments bannis ou mal-aimés. *Sciences Humaines*, N° 135, p. 38-41.

Sans, P. (2001) La consommation de viande bovine: une place contestée dans les pays développés. *Viandes et produits carnés*, vol. 22(4), p. 117-121.

Vialles, N. (1987) *Le sang et la chair: les abattoirs des pays de l'Adour*. Maison des Sciences de l'Homme: Paris.

Waddington, C. H. (1969) *Beyond Reductionism*, Koestler A. et Smythies J. R. (eds): New York.

Wolfer, B. (2001) Questions. Dans *La crise de l'élevage en France et en Europe, 1999-2001*. Paris: Les dossiers de la documentation française.

REMERCIEMENTS

L'auteur tient à remercier M. Louis Orenge, directeur du Centre d'information des Viandes (CIV), pour la publication d'une sélection de données issues des enquêtes Taylor-Sofres-Nielsen sur l'image de la viande.

